



RAPPORT DE GESTION

TROISIÈME TRIMESTRE TERMINÉ LE 30 AVRIL 2013

(EN DOLLARS CANADIENS)

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion est conforme au règlement 51-102A des Autorités canadiennes en valeurs mobilières relatif à l'information continue. Il est un complément et supplément aux états financiers intermédiaires résumés non-vérifiés et leurs notes afférentes pour la période de trois mois terminée le 30 avril 2013 et devrait être lu en parallèle avec les états financiers intermédiaires vérifiés et notes afférentes et le rapport de gestion de la période initiale de 167 jours terminée le 31 janvier 2013.

Il présente le point de vue de la direction sur les activités courantes de la société et sur ses résultats financiers courants ainsi qu'un aperçu des activités à venir au cours des prochains mois. La société a préparé ses états financiers intermédiaires résumés non-vérifiés en conformité avec les normes internationales d'information financière (IFRS) tel que requis par le manuel de l'Institut canadien des comptables agréés (« Manuel de l'ICCA »), pour les années débutant le ou après le 1^{er} janvier 2011. Ces états financiers intermédiaires non-vérifiés, ont été préparés en conformité avec les normes IFRS applicables aux états financiers intermédiaires, incluant IAS34 et IFRS 1.

1.1 DATE

Le présent rapport de gestion de Les Métaux Canadiens, constitue la révision de la situation financière et des résultats d'opérations de la Société, par la direction en date du 25 juin 2013, et il a trait à la situation financière et à l'interprétation des résultats d'exploitation de la société pour le troisième trimestre terminé le 30 avril 2013. À moins d'indication contraire, tous les montants sont en dollars canadiens.

1.2 ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le rapport de gestion contient des énoncés prospectifs qui reflètent, à la date du rapport de gestion, les attentes, estimations et projections de la société quant à ses opérations, à l'industrie minière en général et à l'environnement économique dans lequel elle évolue. Tout en étant raisonnables, ces énoncés comportent un certain élément de risque et d'incertitude de sorte qu'il n'y a aucune garantie qu'ils se réaliseront. Par conséquent, les résultats réels peuvent varier de façon importante de ceux mentionnés ou prévus dans ces énoncés prospectifs. Les discussions préliminaires contenues dans le rapport technique mentionné dans ce rapport de gestion ainsi que les estimés qui y sont contenus à ce jour, sont de par leur nature, préliminaires, et basés sur un nombre d'hypothèses qui, si incorrectes, pourrait changer de façon importante les résultats prévus. Les facteurs qui pourraient affecter les résultats prévus incluent entre autre : les résultats des travaux d'exploration, la compétition, le prix de l'or, l'industrie minière en général, l'environnement économique, la situation politique et sociale, les problèmes d'environnements, les besoins additionnels de financements et la capacité de la société à rencontrer ces exigences. Il ne peut y avoir d'assurance que les énoncés prospectifs mentionnés vont se réaliser de sorte que les résultats réels et événements futurs peuvent varier de façon importante par rapport à ceux mentionnés et prévus dans ces énoncés prospectifs.

1.3 NATURE DES ACTIVITÉS

La société est au stade d'exploration et ses activités consistent à acquérir, explorer, mettre en valeur et, le cas échéant, développer et exploiter des propriétés minières pour la vente des ressources et actifs. La société détient une propriété située au Québec (Canada).

Le recouvrement des frais reportés dépend de : la découverte de réserves ou de ressources économiquement exploitables, la capacité de conserver ses droits et ses intérêts sur ses propriétés, la capacité de trouver le financement nécessaire pour compléter l'exploration, le développement et la construction des équipements de production, l'obtention des approbations gouvernementales nécessaires et l'atteinte de la rentabilité.

1.4 PERFORMANCE GÉNÉRALE

Marchés financiers

Au cours de la première partie de l'année 2013, les marchés financiers ont été sensiblement similaires à ce que nous avons vu en 2012, soit une forte croissance des marchés américains et des performances modestes dans les marchés canadiens. Durant ce trimestre, le S&P 500 a connu une croissance significative de 10% et, au Canada, le S&P TSX n'a avancé que de 2,5%.

Au Canada, notre marché est fonction de trois moteurs : l'énergie, les mines et la finance. Pendant que le prix du pétrole est resté stable, la valeur des actions des producteurs canadiens a diminué. Le prix des métaux et minéraux ainsi que le prix des actions des producteurs ont aussi faiblement performé. Le prix de l'or et les producteurs d'or ont été particulièrement touchés. Le secteur de la finance a performé de façon stable. Les secteurs qui ont le mieux performé au Canada furent des industriels et des produits de consommation.

Marché de l'or

En 2012, le prix de marché moyen de l'or de 1 669\$ l'once fut un record de tous les temps, ce qui représentait une augmentation annuelle de 6%. Les préoccupations persistantes sur les problèmes financiers en Europe, le ralentissement économique en Chine et l'annonce d'une troisième phase d'assouplissement quantitatif aux États-Unis ont mené le prix de l'or à ce sommet.

Au cours de cette première partie de l'année, le prix de l'or s'est situé entre 1 574\$ l'once et 1 693,75\$ l'once, avec un prix moyen de 1 631,80\$, une diminution de 3% sur une base annuelle. Le prix de l'or a par la suite connu une baisse drastique. Le 12 avril, le prix de l'or a chuté de 9% en une journée, passant de 1 535,50\$ à 1 395\$ l'once, un niveau vu pour la dernière fois en février 2011. Le 20 mai, suite à cette correction, le prix de l'or a atteint son niveau le plus bas en 2013, soit 1 354,75\$ l'once.

Ce ne fut pas un événement ponctuel qui a affecté le marché de l'or en une seule journée, mais bien une combinaison de facteurs défavorables qui se sont accumulés durant les derniers mois. L'économie américaine a commencé à montrer des signes de relance et un déclin dans le niveau global de l'inflation a aussi réduit la valeur de l'or comme mesure de protection contre l'augmentation des prix. De plus, l'anticipation de la fin de l'assouplissement quantitatif aux États-Unis a encouragé cette descente. L'augmentation des taux d'intérêt ont rendu les obligations plus attrayantes et l'assaut final fut la nouvelle soutenant que Chypre allait peut-être vendre une partie de sa réserve d'or. Tout ça mis ensemble a mené les investisseurs à liquider leurs positions.

Les analystes entrevoient encore un vent de face, cependant ils s'attendent à ce que le prix demeure au-dessus de 1 500\$ l'once en 2013. Même si les événements récents ont résulté en de fortes pertes sur le marché de l'or papier, cela a eu pour effet de créer une ruée dans le marché physique du métal, sous forme de lingot, de monnaie, de bijoux, etc. Cela dit, le prix de l'or devrait au moins rester stable, sinon augmenter si la demande au détail le supporte, particulièrement en Inde et en Chine.

Discussion sur les activités d'exploration

La société a été incorporée le 17 août 2012. La propriété Massicotte est formée de 5 blocs distincts (Blocs A, B, C, D et E) qui ont été acquis dans le cadre de deux contrats d'achat signés le 31 août 2012. Aucun des deux contrats ne prévoyait de paiement en comptant, mais plutôt l'émission de 1 800 000 actions ordinaires de la société pour l'obtention d'un intérêt de 100 %. La propriété au complet est soumise à une royauté (NSR) de 2 %, dont 1 % peut être racheté pour 1 000 000 \$ pour les blocs A, B, C et D et 500 000 \$ pour le bloc E.

La propriété Massicotte est située dans les feuillets SNRC 32E/09, 32E/15, et 32E/16. Elle couvre en partie les cantons de Gaudet, Beschefer, Bapst, Ste-Hélène, Aloigny, La Gauchetière, Desmazures et Joutel. Elle est composée de 484 cellules désignées sur carte pour un total de 26 783,97 ha ou 267,84 km². La propriété est facilement accessible via la route de la mine Selbaie et de vieilles routes forestières. Des véhicules tout-terrain, ou un support hélicoptère seront requis pour accéder à certaines parties de la propriété. La ville de Matagami est située à environ 45 km de la propriété, en ligne droite. Les services et équipements non disponibles à Matagami peuvent être obtenus d'Amos, Val d'Or ou Rouyn-Noranda.

En décembre 2012, la société a produit un rapport technique conforme à l'Instrument National 43-101 concernant la propriété Massicotte. Les travaux ont été effectués par Monsieur Donald Théberge, ing., P.ing., M.B.A. et décrivent entre autres choses l'information scientifique et technique concernant les activités d'exploration historiques et récentes menées sur la propriété Massicotte. Les premiers travaux sur la propriété sont rapportés en 1948, avec des levés géophysiques et géologiques au sol. Ce genre de levés plus des levés électromagnétiques et magnétiques aéroportés ont prédominés jusqu'en 1959 lorsque les premiers forages sont rapportés par Selco. De 1959 à 2003, pas moins de 15 compagnies, parfois avec des partenaires, ont foré au moins 96 trous pour un total de 18 460 m ou 60 459 pieds. Certains forages, surtout sur le Bloc E ont révélé des altérations typiques des dépôts de sulfures massifs volcanogènes (SMV) de type Noranda and/or Matagami. Un trou foré sur le Bloc C a révélé des teneurs aurifères anormales de l'ordre de 226 ppb sur 7,5 m et sur 88 m dans des andésites altérées.

Habituellement les fluides hydrothermaux responsables de la déposition des sulfures massifs laissent une empreinte caractéristique dans la roche environnante, appelé cheminée d'altération. La partie externe de cette cheminée montre une altération en séricite, alors que plus on se déplace vers le cœur de la cheminée l'altération chloriteuse devient plus intensive. Ces deux altérations sont souvent de bons indicateurs de la proximité d'un dépôt de type SMV.

Géologiquement, la propriété est située dans la sous-province de l'Abitibi. Elle est formée d'un mélange de roches volcaniques et sédimentaires, recoupé par des intrusifs syn à tardi tectoniques et par des dykes de diabase Protérozoïques. Deux sortes de roches sédimentaires ont été identifiées, la première est formée de conglomérat, mudstone et siltstone et la seconde, moins importante en terme de quantité est composée de formation de fer, d'argilite et de

pyroclastite. Les sédiments sont habituellement orientés est/ouest excepté dans la partie nord de la région où ils divisent deux domaines volcaniques d'orientation sud-est/nord-ouest. Les volcanites montrent une composition très variable. Elles varient de felsiques (riches en silice) à ultramafiques (riches en magnésium). Les roches ultramafiques se retrouvent surtout dans la partie sud de la région et forment en partie les Collines Cartwright. Dans la partie nord de la région, les coulées intermédiaires à mafiques dominent avec localement des coulées felsiques.

Deux types principaux de gisements doivent être considérés comme modèle d'exploration sur la propriété Massicotte :

- Dépôts de sulfures massifs (SMV) de type Matagami / Selbaie;
- Dépôt aurifère de type Douay ou Casa Berardi, associé à des zones de cisaillement dans des volcanites/sédiments.

Les altérations déjà décrites dans les forages historiques, surtout sur le Bloc E sont typiques des dépôts de sulfures massifs volcanogènes. Les altérations typiques des dépôts de SMV tels que les altérations en séricite, chlorite dans les roches felsiques, la présence de chert, et d'agglomérat felsiques ont été rapportées sur la propriété. De plus des intersections de sulfures massifs sous la forme de pyrite et pyrrhotite montrent encore plus le potentiel de la propriété Massicotte pour ce type de gisement. Les exemples de SMV dans le voisinage de la propriété sont la Mine Selbaie, située à environ 15 km à 20 km à l'ouest du Bloc E, Phelps Dodge, Caber, et Caber Nord, localisés de 2 à 6 km à l'est des blocs C et D. Afin de montrer le potentiel de la propriété, les ressources évaluées pour les gîtes précédemment cités sont données ci-après :

Caber (Ressources conformes à la NI 43-101, Scott Wilson RPA, 2007)

Catégorie	Tonnes	Zn (%)	Cu (%)	Ag (g/t)	Au (g/t)	Pb (%)
Indiquées	494 000	10,9	1,1	11	0,15	0,01
Inférées	171 000	8,4	1,3	11	0,17	0,01

Caber Nord (Ressources conformes à la NI 43-101, Scott Wilson RPA, 2007)

Catégorie	Tonnes	Zn (%)	Cu (%)	Ag (g/t)	Au (g/t)	Pb (%)
Inférées	2 610 000	4,3	1,6	21		

Phelps Dodge (Ressources historiques non-classifiées, source MRNFQ, Sigeom)

Catégorie	Tonnes	Zn (%)	Cu (%)	Ag (g/t)	Au (g/t)	Pb (%)
Non-classifiées	2 000 000	4,06	0,93	16,8		

Mine Selbaie : production

	Tonnes	Ag (g/t)	Au (g/t)	Cu %	Zn %

zone B	3 061 125	39,43	1,23	4,49	0,8
zone A2	8 852 320	16,8	0,79	2,26	1,24
zone A1	41 153 936	42,99	0,65	1,06	2,04

Le second type de dépôt à considérer est du type Douay / Casa Berardi. Le gisement de Douay est situé environ 3 km à l'est des deux claims qui font partie du Bloc D au sud. Le dépôt de Douay est contenu dans des roches felsiques à mafiques, associées à une zone de déformation et montre une forte altération en carbonate-séricite. Le type de dépôt Casa Berardi est caractérisé par de la minéralisation aurifère dans des veines de quartz associée à des zones de cisaillement le long de contacts volcanites-sédiments.

La plupart des gisements observés dans la région sont du type SMV. Plusieurs trous forés sur la propriété montrent les roches et altérations typiques associées à ce type de gisement. Des teneurs anormales en zinc tel que 1 863 ppm/4,5 m et 1 869 ppm/2,1 m ont été rapportées sur le Bloc A. Sur le Bloc E, des sections de pyrite massive ont été rapportées associées à de la rhyolite, du chert et de l'agglomérat. Des rhyolites altérées en séricite et chlorite ont été aussi rapportées près du contact avec les roches sédimentaires. Des teneurs aurifères anormales ont été rapportées sur le Bloc C. C'est particulièrement le cas du trou 237-90-04 qui a retourné 226 ppb Au/7,5 m. Dans ce même trou foré par Total Energold en 1990, l'andésite et l'agglomérat intermédiaire recoupées de 65,5 à 153,5 m sont anormaux pour l'or et associés à une altération de séricite-carbonates avec 1 % à 2 % de pyrite et pyrrhotite disséminées. Sur la partie est du Bloc C, des teneurs anormales en cuivre de l'ordre de 0,17 %/3 m et 0,16 %/3 m ont été rapportées.

En conclusion, deux cibles apparaissent sur la propriété, à la lumière de l'information actuellement disponible : la possibilité de gisements de sulfures massifs surtout sur les Blocs E et C et de gisements aurifères sur le Bloc C.

Le rapport technique propose un programme d'exploration en deux phases :

À la Phase I, il est recommandé d'effectuer un levé électromagnétique et magnétique hélicoptère, à grande pénétration. Ce levé doit être fait systématiquement sur des lignes de vol distantes de 200 m. Il sera utile pour localiser les dépôts de sulfures massifs et les zones de cisaillement. Une compilation géologique informatisée est aussi recommandée afin de compléter l'information qui sera fournie par le levé hélicoptère et devra inclure les principaux levés géophysiques au sol, les forages avec les analyses pour l'or et les métaux de base, et lorsque disponible les analyses de lithogéochimie, afin de localiser les zones qui montrent les altérations typiques des SMV.

À la Phase II, il est suggéré d'effectuer un suivi au sol sur les zones anormales mises en évidence par le levé hélicoptère et la compilation géologique. Ce suivi comprendra de la coupe de lignes, des levés électromagnétiques à grande pénétration ou de la polarisation provoquée si jugé préférable, et environ 3 000 m de forage pour tester ces anomalies.

Suivant ces recommandations, au cours de décembre 2012, la société a mandaté la firme BPR pour formuler un document d'appel d'offre pour la phase I. L'appel d'offre invite les sociétés de service en géophysique à faire une offre concernant le levé géophysique requis par la Corporation.

L'objectif de ce levé est de compléter la couverture géophysique régionale actuellement disponible. Il consistera en un levé héliporté, avec lectures simultanées des champs magnétiques et électromagnétiques. La superficie à couvrir est de 186 km². L'espacement maximum des lignes de vol est de 200 m avec une tolérance de ± 30 m pour les blocs A, B, E, D et les blocs Douay et Caber. Les lignes de vol orthogonales auront un espacement maximum de 2,000 m. Pour le Bloc C, un espacement maximal de 100 m entre les lignes de vol est aussi requis, avec des lignes orthogonales aux 1,000 m. Le cahier de charge de l'appel d'offre a été complété à la fin de 2012.

Le document sera expédié aux compagnies de service en géophysique dès que le premier appel public à l'épargne de la société aura été complété.

1.5 INFORMATION FINANCIÈRE CHOISIE

La société a préparé ses états financiers intermédiaires en conformité avec les normes internationales d'information financière (IFRS) tel que requis par le manuel de l'ICCA, pour les années débutant le ou après le 1er janvier 2011. Ces états financiers sont les premiers états présentés par la société et sont présentés en dollar canadien, qui est aussi la monnaie fonctionnelle de la société.

Résultats de l'exploitation pour le trimestre terminé le 30 avril 2013		
DÉPENSES		\$
Frais généraux et d'administration		
	Dépenses de bureau	(13 584)
	Frais de consultation	(48 468)
	Rémunération à base d'actions	(53 146)
	Honoraires professionnels	(11 590)
	Dépenses de compagnie publique	(32 429)
	Amortissement des immobilisations corporelles	(425)
	Développement des affaires	(15 233)
	Total	(174 875)
Frais d'exploration général		(3 791)
Charge d'impôt différée		-
Perte nette de la période		(178 666)
		-
Perte nette et résultat global de la période		(178 666)
Perte nette de base et diluée par action		(0,01)

Aucun dividende n'a été déclaré durant la période.

La perte nette et résultat global de la période de trois mois terminée le 30 avril 2013, a été de 178 666 \$ et inclus des frais généraux et d'administration (G&A) de 174 875 \$ et d'exploration générale de 3 791 \$. Les G&A sont composés des dépenses de compagnie publique pour 32 429 \$ qui représentent les frais des conseillers juridiques et de vérification comptable en vue du premier appel à l'épargne publique pour l'inscription au CNSX; les G&A inclus également des frais de consultants de 48 468 \$ représentant les honoraires de gestion de la direction et 15 233 \$ représentant les coûts pour le développement des affaires de la période; ces derniers frais ont été encourus pour des activités de financements, d'organisation structurelle de la société et de l'analyse de différents projets présentés à la direction, au cours de la période.

Dépenses d'exploration et d'évaluation

Au cours de la période de 256 jours terminée le 30 avril 2013, la société a investis 67 272 \$ en dépenses d'exploration et d'évaluation (incluant 3 791 \$ pour la période de trois mois terminée le 30 avril 2013) dont 53 557 \$ ont été capitalisés au compte actifs d'exploration et d'évaluation et 13 715 \$ ont été passés à la dépense. Au cours de cette période, la société a provisionné un montant remboursable de crédits d'impôts et miniers de 10 593 \$.

Situation financière pour la période terminée le 30 avril 2013

Au 30 avril 2013, les actifs courants au montant de 111 794 \$ peuvent être utilisés pour payer des dépenses courantes ou des frais d'explorations, car il n'y a pas de restrictions sur l'usage des fonds. Dans cette situation, les fonds dépenses pour des travaux d'exploration vont donner droit à un crédit minier. Les actifs d'exploration et d'évaluation de 53 557 \$ représentent le montant total de ces frais capitalisés au 30 avril 2013; ce montant se compose d'un d'achat d'actifs miniers en échange d'actions pour une valeur de 37 500 \$, de frais d'exploration pour 26 650 \$ et d'un crédit d'impôt minier provisionné de 10 493 \$. Les passifs courants de 90 561 \$ sont expliqués par des montants payables et provisionnés pour frais légaux de 80 686 \$ et des frais de vérification de 9 875 \$ à la fin de la période.

Situation financière	30 avril 2013 \$
Actif courant	111 794
Actifs d'exploration et d'évaluation	53 557
Immobilisation corporelle	4 318
Actifs totaux	169 669
Passif courant	90 561
Capitaux propres	79 108
	169 669

Activités d'exploration pour la période de 256 jours terminée le 30 avril 2013

Propriété Massicotte						
	Bloc « A »	Bloc « B »	Bloc « C »	Bloc « D »	Bloc « E »	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Propriétés minières						
Solde au 17 août 2012	-	-	-	-	-	-
Acquisitions	8 669	4 217	7 029	11 559	6 326	37 800
Solde au 30 avril 2013	8 669	4 217	7 029	11 559	6 326	37 800
Exploration et évaluation						
Solde au 17 août 2012	-	-	-	-	-	-
Acquisitions	6 061	2 899	5 006	7 904	4 480	26 350
Crédits d'impôts et de droits remboursables	(2 426)	(1 165)	(2 012)	(3 178)	(1 802)	(10 593)
Solde au 30 avril 2013	3 625	1 734	2 994	4 726	2 878	15 757
Total	12 294	5 591	10 023	16 285	9 004	53 557

1.6 ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENTS

Au cours de la période de 256 jours terminée le 30 avril 2013, la société a payé un montant total de 26 650 \$ pour des travaux d'exploration et d'évaluation liés aux activités suivantes :

En décembre 2012, la société a complété un rapport technique NI43-101 pour la propriété Massicotte; les travaux ont été effectués par Solumines (Donald Théberge, géologue) et ont décrits entre autre, les travaux scientifiques et techniques, historiques et récents, qui ont été effectués sur la propriété Massicotte à ce jour. Un programme d'exploration en deux phases est proposé dans ce rapport technique NI43-101.

De plus, au cours de décembre 2012, la société a mandaté la firme BPR-Énergie Inc. (BPR) pour produire un document de demande d'offre de service pour la première phase proposée dans le rapport technique (Phase 1). Cette demande d'offre de service invite les compagnies de services géophysique à produire des propositions d'offres de services à la société pour les travaux de géophysiques aéroportés à être effectués sur la propriété.

Activités d'investissement par l'émission de capital-actions

Le 31 août 2012, La Société a conclu deux ententes distinctes en vue de l'acquisition de la propriété Massicotte.

La première convention a été conclue entre la Société et China Global Mining Group (« CGMG »). Conformément à la convention d'achat de claims, la Société a acheté 81 claims miniers à CGMG (composant le bloc "E") en contrepartie de 300 000 actions ordinaires de son capital-actions et d'une redevance correspondant à 2 % lors du début de production. La Société peut racheter à CGMG, à quelque moment que ce soit, une tranche de 1 % en contrepartie de la somme de 500 000 \$. La valeur des actions et droits miniers a été établi au coût ajusté de \$6,300.

La deuxième convention a été conclue entre la Société et 9248-7792 Québec inc. (« 9248 »), 9257-1256 Québec inc. (« 9257 ») et Glenn Griesbach (« M. Griesbach ») (9248, 9257 et M. Griesbach sont appelés collectivement les « vendeurs »). Conformément à la convention d'achat de claims, the Corporation a acheté 403 claims miniers aux vendeurs en contrepartie de 1 500 000 actions ordinaires de son capital-actions et d'une redevance correspondant à 2 % lors du début de production; cette redevance doit être répartie entre les vendeurs comme suit : 30 % à 9248, 20 % à 9257 et 50 % à M. Griesbach. La valeur des actions et droits miniers a été établi au coût ajusté de \$31,500. La Société a l'option de racheter aux vendeurs, à quelque moment que ce soit, une tranche de 1 % en contrepartie de la somme de 1 M \$, selon les proportions qui sont indiquées ci-dessus.

1.7 ACTIVITÉS DE FINANCEMENTS

La société poursuit ses activités de financements à travers l'émission d'actions avec la collaboration de ses conseillers financiers.

Le 28 août 2012, la société a procédé à un placement privé auprès des fondateurs de la société. La société a complété un premier placement privé de 25 264 \$ en émettant un total de 3 935 353 actions ordinaires au prix de 0,005 \$ par action ordinaire et 266 061 actions ordinaires au prix de 0,021 \$ par actions ordinaires en conformité avec les exigences de la CNSX et des autorités règlementaires. Ces actions seront entierçées et libérées sur une période de 36 mois, à raison de 10 % à l'émission et de 15 % à chaque période de 6 mois par la suite. Cette émission d'actions n'a pas fait l'objet d'une émission de bons de souscriptions.

Le 19 décembre 2012, la société a complété un placement privé au montant de 337 000 \$ en émettant un total de 6 740 000 actions ordinaires au prix de 0,05 \$ l'action en conformité avec les exigences de la CNSX et des autorités règlementaires. Cette émission d'actions n'a pas fait l'objet d'une émission de bons de souscriptions

1.8 OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants de la société sont les membres du conseil d'administration ainsi que le président et les vice-présidents. La rémunération des principaux dirigeants comprend les charges suivantes :

	Période de trois mois terminée le 30 avril 2013 \$
Honoraires de gestion	39 955
Paievements à base d'actions	53 146

Le 21 février 2013, la Société a octroyé 750 000 actions ordinaires à des dirigeants et administrateurs. Les options émises sont attribuées le jour de l'octroi, selon le régime d'options en vigueur. Les options émises sont exerçable au prix de \$0.10 l'action. La juste valeur de ces options a été déterminée à \$53 146 en utilisant le modèle d'évaluation du prix d'option Black-Scholes et les hypothèses suivantes : le prix de l'action estimé au moment de l'octroi des options est de \$0.10, rendement de dividende attendu de 0%, volatilité prévue de 100%, taux d'intérêts sans risque 1.45%, durée estimative de 60 mois.

Compte tenu que le prix d'exercice des options émises est inférieur au prix d'émission au prospectus, les actions pouvant être émises ne pourront être négociées librement pour une période de trois ans

1.9 LIQUIDITÉS ET RESSOURCES EN CAPITAL

La société présente un fond de roulement positif de 21 233 \$ au 30 avril 2013. La direction est d'avis que de nouveaux financements seront nécessaires afin de de maintenir le statut de ses obligations courantes et futures et pour procéder au programme d'exploration 2013.

Le financement de la société provient principalement de l'émission d'actions de son capital-actions et le succès de celles-ci dépend des marchés des capitaux, de l'attrait des investisseurs pour les sociétés d'exploration et du prix des métaux. Pour continuer ses activités d'exploration et pouvoir supporter ses activités courantes, la société devra maintenir et augmenter ses liens avec la communauté financière afin de pouvoir réaliser d'autres financements par actions. Un financement sera requis afin de renflouer le fond de roulement et pour poursuivre l'exploration des propriétés minières.

1.10 ENTENTES HORS BILAN

La société n'a conclu aucune entente hors bilan, y compris notamment, à l'égard de convention de sûretés, de participation éventuelle dans des actifs transférés à des entités non consolidées, d'obligations financières dérivées ou à l'égard d'obligations aux termes d'une entente visant des entités à détenteurs de droits variables.

1.11 PRINCIPALES NORMES ET ESTIMATIONS COMPTABLES

Lorsqu'elle prépare les états financiers intermédiaires en conformité avec les exigences IFRS, la direction pose un certain nombre d'estimations et d'hypothèses qui affectent les montants reportés dans les états financiers intermédiaires et leurs notes afférentes. Il y a une nomination et description complète des principales normes comptables, des principales estimations, jugements et hypothèses de la société, dans les états financiers intermédiaires pour la période terminée le 30 avril 2013. La direction a établi ces montants de manière raisonnable, de façon à s'assurer que les états financiers intermédiaires présentent fidèlement la situation financière, à tout égard.

L'information sur les jugements et sur les estimations significatives qui ont la plus grande incidence sur les états financiers intermédiaires, est présentée ci-après.

- Dépréciation des actifs d'exploration et d'évaluation et des immobilisations corporelles

L'évaluation des faits et circonstances démontrant l'existence d'un quelconque indice qu'un actif a pu se déprécier ou a pu reprendre de la valeur est un processus subjectif qui implique du jugement et souvent un certain nombre d'estimations et d'interprétations.

S'il existe un indice qu'un actif a pu se déprécier ou reprendre de la valeur, la valeur recouvrable de l'actif pris individuellement doit être estimée.

Aucune perte de valeur totale des actifs d'exploration et d'évaluation n'était constatée au 30 avril 2013.

1.12 INSTRUMENTS FINANCIERS ET AUTRES INSTRUMENTS

La valeur comptable de la trésorerie et équivalents de trésoreries, de l'encaisse réservée pour les fins d'explorations et des comptes et frais courus à payer, est considérée comme une approximation raisonnable de leurs valeurs marchande, à cause de l'expiration à court terme de ces instruments financiers.

Risques financiers

La société est exposée à différents risques relativement aux instruments financiers. Les actifs et passifs financiers de la société sont résumés, par catégorie de niveau à la note 16. Les principaux types de risques sont le risque de marché, le risque de crédit et le risque de liquidité.

- a) Sensibilité au risque de crédit

Le risque de crédit de la trésorerie et des équivalents de trésorerie-compte en fidéicommis est considéré comme négligeable puisque les contreparties sont des banques réputées dont la notation externe de crédit est excellente et un cabinet d'avocats réputé.

- b) Analyse du risque de liquidité

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et à s'assurer que la société dispose de sources de financement sous la forme de financements privés et publics suffisants.

Au cours de la période, la société a financé ses acquisitions de droits miniers, ses frais d'exploration et ses besoins en fonds de roulement au moyen d'un financement privé et d'émission de capital-actions.

1.13 RISQUES ET INCERTITUDES

Un placement dans les actions ordinaires de la société doit être considéré comme hautement spéculatif pour plusieurs raisons. Le texte qui suit contient une description générale de certains facteurs de risque importants qui doivent être pris en compte.

Risques inhérents liés aux activités d'exploitation minières

Les activités de la société consistent à acquérir et explorer des propriétés minières dans l'espoir de découvrir des gîtes de minerai économiques. Les propriétés de la société sont présentement au stade de l'exploration et ne contiennent aucun gisement commercialisable connu. Par conséquent, il est peu probable que la société réalisera des bénéfices à court ou moyen terme. Toute rentabilité future des activités de la société est tributaire de la découverte d'un gisement de minerai économique. De plus, même si un gisement de minerai économique est découvert, rien ne garantit qu'il sera mis en production de manière commercialement rentable.

Réglementation et exigences environnementales

Les activités de la société nécessitent l'obtention de permis auprès de diverses autorités gouvernementales et sont régies par des lois et des règlements sur l'exploration, la mise en valeur, l'exploitation, la production, les exportations, les impôts, les normes du travail et la sécurité au travail ainsi que sur l'environnement et autres questions.

Des coûts supplémentaires et des retards peuvent être occasionnés par la nécessité de se conformer aux lois et règlements. Si la société ne pouvait obtenir ou renouveler les permis ou approbations, elle pourrait être forcée de réduire ou cesser ses activités d'exploration ou de mise en valeur.

Besoins en capitaux

L'exploration, la mise en valeur, le traitement et l'exploitation des propriétés de la société exigeront peut-être un financement supplémentaire considérable. Les seules sources de fonds disponibles pour la société sont l'émission de capital-actions additionnel et l'emprunt. Il n'existe aucune assurance que de tels financements seront disponibles à la société ni qu'ils le seront selon des modalités favorables à la société, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur les affaires de la société et sur sa situation financière.

De plus, tout financement futur par capitaux propres de la société peut résulter en une dilution substantielle des actionnaires actuels. L'impossibilité d'obtenir un financement suffisant peut entraîner un retard, voire le report indéterminé des travaux d'exploration, de mise en valeur ou de production sur l'une ou l'ensemble des propriétés de la société, et même occasionner la perte de sa participation dans une propriété.

Risques non assurés

Les activités de la société sont sujettes à certains risques et dangers, dont des conditions environnementales difficiles, des lois environnementales, des incertitudes politiques et mexicaines, des accidents industriels, des conflits de travail, des conditions géologiques inusitées ou inattendues, des glissements de terrain ou de talus, des éboulements et des phénomènes naturels tels que des conditions météorologiques défavorables, des inondations et des tremblements de terre. De tels événements pourraient occasionner des blessures ou décès, des dommages environnementaux ou autres aux propriétés ou installations de production de la société ou aux propriétés d'autres sociétés, des retards dans l'exploitation minière, des pertes monétaires, et de possibles responsabilités légales.

Permanence de l'entreprise

L'avenir de la société dépend de sa capacité de financer ses activités et de mettre en valeur les actifs qu'elle détient. Le défaut d'obtenir le financement suffisant peut faire en sorte que la société pourrait ne pas être en mesure de poursuivre ses activités, de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses passifs dans le cours normal des activités dans un avenir prévisible.

1.14 PERSONNE QUALIFIÉE

Donald Théberge, ing. P.Geo., M.B.A. est la personne qualifiée selon les normes NI 43-101 qui a révisé le contenu technique et scientifique de l'information contenue dans ce document.

1.15 PERSPECTIVES

La disponibilité des ressources financières est liée aux marchés des capitaux. La société est présentement dans le processus d'obtenir le financement requis pour procéder à son programme d'exploration prévu pour la seconde partie de 2013.

1.16 INFORMATION SUR LES ACTIONS EN CIRCULATION

Information sur les actions, bons de souscriptions et options en circulation au 25 juin 2013 :

Actions en circulation : 12 741 414

Bons de souscriptions : 0

Options en circulation : 750 000

Nombre d'options	Prix d'exercice	Date d'expiration
750 000	\$0.10	20 Février 2018

1.17 INFORMATION ADDITIONNELLE

L'information additionnelle sur la Société est disponible par le dépôt sur sedar (www.sedar.com) et sur notre site web www.canadianmetalsinc.com , des états financiers intérimaires et des communiqués de presse.

(s) David Vincent
David Vincent
Président

(s) Daniel Bélisle
Daniel Bélisle
Chef des opérations financières

(s) Stéphane Leblanc
Stéphane Leblanc
Vice-président

INFORMATION CORPORATIVE

Directeurs

David Vincent
Stéphane Leblanc
Guy Chamard
André Laferrière

Agents de transfert

Computershare Canada
1500 University, Suite 700
Montreal (Quebec) H3A 3S8

Dirigeants

David Vincent
Président et chef de la direction

Stéphane Leblanc
Vice-président

Daniel Bélisle
Chef des opérations financières

Siège social

1940 Cuvilliers
Suite 3
Montreal (Québec) H1W 3Y9
Tel : 514-248-0787

Vérificateurs

Raymond Chabot Grant Thornton
Montréal (Québec)

Aviseurs légaux

Dentons Canada
Montréal (Québec)